

Elections départementales : une gauche très divisée face à une droite rassemblée et un FN en dynamique

Récemment publiés

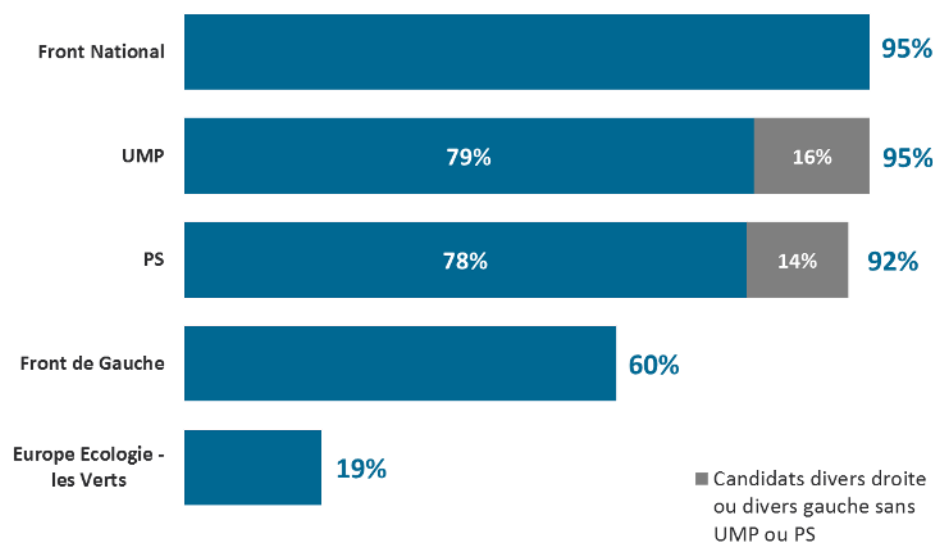
- » N°123 : Législative partielle du Doubs : le PS l'emporte de justesse face à la poussée frontiste
- » N°122 : Le FN et la question gay
- » N°121 : Marche républicaine « pour Charlie » : des disparités de mobilisation lourdes de sens
- » N°120 : Election législative partielle de l'Aube : quels enseignements ?
- » N°119 : Contestations environnementales locales et vote écologiste
- » N°118 : Retour de Nicolas Sarkozy : le délicat choix de la ligne
- » N°117 : Les Français et les agriculteurs
- » N°116 : Les votes juifs : poids démographique et comportement électoral des juifs de France
- » N°115 : Gendarmes mobiles et gardes républicains : un vote très bleu-marine
- » N°114 : Les pièges cachés de la réforme territoriale
- » N°113 : Le vote Troadec ou quand les Bonnets rouges s'invitent aux urnes
- » N°112 : Européennes 2014 : le FN étend son audience et se renforce dans ses bastions
- » N°111 : Retour sur les causes de la déroute de la gauche aux municipales
- » N°110 : Le 21 avril marseillais
- » N°109 : Premières analyses sur les résultats du FN des municipales
- » N°108 : Les enseignements de la poussée frontiste au 1^{er} tour des municipales
- » N°107 : Le vote pied-noir : mythe ou réalité ?
- » N°106 : Les listes FN aux municipales : un

» Les élections départementales des 22 et 29 mars prochains s'annoncent comme un rendez-vous politique d'importance dans la mesure où la dimension nationale de ce vote sera beaucoup plus présente que lors des municipales par exemple. Ainsi, interrogés dans le cadre du Tableau de bord politique Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio, seulement 47% des Français envisagent de se prononcer principalement en fonction de considérations locales contre 69% à l'occasion des municipales. Cette dimension nationalisée du scrutin n'est à priori pas une bonne nouvelle pour la gauche car le vote sanction devrait s'y exprimer avec une grande intensité. 40% des personnes interrogées ont ainsi l'intention de sanctionner le couple exécutif et sa politique contre 20% au moment des municipales qui avaient pourtant déjà été particulièrement meurtrières pour la gauche. Cette sanction pourrait encore être amplifiée par le très fort éclatement de l'offre politique à gauche, telle qu'elle ressort de l'analyse des données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

1- Le FN présente le meilleur taux de couverture

Le dénombrement sur la base des données publiées par le Ministère de l'Intérieur permet de fournir un premier état des lieux des forces en présence. Le FN affiche le meilleur taux de couverture avec une présence de binômes dans 1896 cantons sur 1995 soit un taux de 95%. Pendant longtemps, et même lors des élections municipales de mars dernier, la formation frontiste éprouvait des difficultés à mailler le territoire et souffrait de ressources militantes limitées. Lors des cantonales de 2011 par exemple, le FN n'aligna que 1360 candidats alors que 2000 cantons étaient soumis à renouvellement (soit un taux de couverture de 67%). Il semblerait que cet obstacle ait été surmonté et qu'en dépit de polémiques sur le profil et le recrutement de personnalités controversées dans différents cantons, le parti se soit constitué un vivier militant suffisamment étoffé pour se présenter quasiment partout. On notera à ce titre que parmi les 1560 élus municipaux que le FN a fait élire en mars 2014, 1170 sont candidats aux départementales. Ce taux de couverture presque total conjugué à sa très forte audience, un sondage Ifop pour *Le Figaro* créditant le FN de 30% d'intentions de vote pour les prochaines élections départementales, pourrait déboucher, lorsque le Ministère totalisera les résultats de chaque canton, sur un score national très élevé.

Le taux de couverture des différentes formations politiques pour les élections départementales



Note de lecture : le FN présente des binômes dans 95% des cantons métropolitains

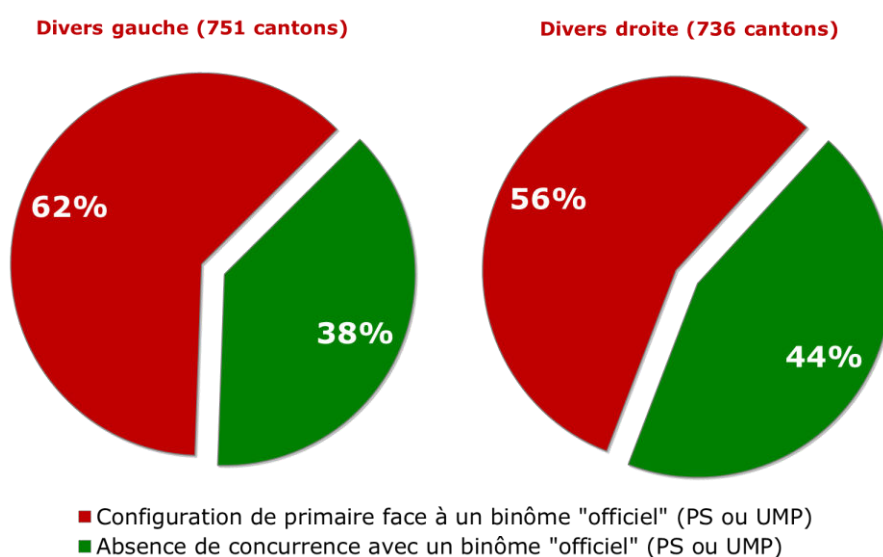
Inversement, la droite (représentée par les binômes UMP-UDI ou Union de la droite) et le PS (binômes PS ou Union de la gauche) verront leur score national respectif mécaniquement tiré à la baisse par le fait qu'ils ne seront pas présents dans environ un cinquième des cantons. Mais à côté de ces 79% et 78% de cantons pourvus en candidats « officiels » de la droite et du PS, on peut ajouter respectivement 16% et 14% de cantons dans lesquels il n'y a pas de binôme officiel mais un binôme divers droite ou divers gauche dont on peut penser qu'il est soutenu dans une bonne partie des cas par l'UMP-UDI ou le PS. Avec cet appoint, le taux de couverture des deux grandes forces politiques devient similaire à celui du FN : 95% pour l'UMP-UDI

et 92% pour le PS. Au soir du premier tour, la définition du périmètre pertinent à retenir pour calculer les scores de la droite et de la gauche revêtira une vraie importance politique et symbolique dans la mesure où selon que l'on agrègera ou pas les divers droite à l'union UMP-UDI, cette dernière pourrait se retrouver soit devant soit derrière le FN.

2- Le poids des Divers droite et Divers gauche

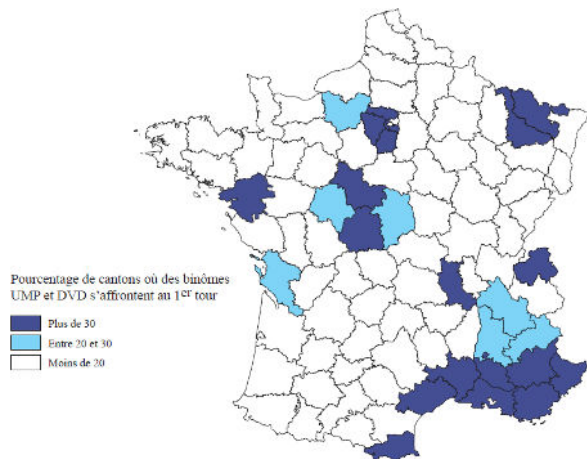
Intellectuellement parlant, il n'est pas évident de trancher cette question dans la mesure où comme le montre le graphique suivant, les configurations dans lesquelles se présentent les candidats DVD et DVG sont très variables. Dans respectivement 44% et 38% des cas où ils sont présents, ces « divers » n'affrontent pas de candidat officiel et il pourrait alors être légitime d'ajouter au plan national leurs scores à ceux de l'UMP et du PS. Mais dans une majorité de cas (56% et 62%), les divers se retrouvent en concurrence avec les candidats officiels et il est donc difficile d'agréger leurs scores avec ceux du PS et de l'UMP au soir du premier tour pour déterminer quelle formation est arrivée en tête.

Les configurations dans lesquelles se présentent les divers gauche et les divers droite

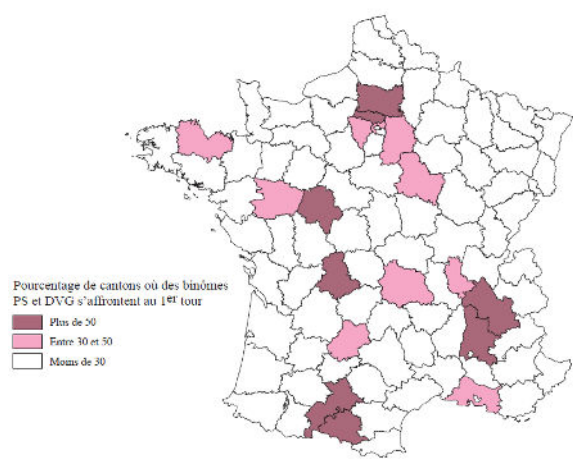


Les deux cartes suivantes représentent les départements où les dissidences exercées par les divers droite et les divers gauche sont proportionnellement les plus nombreuses. On constate une forte présence des DVD en situation de primaires en Ile-de-France (notamment du fait d'un important contingent de binômes Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan), en Rhône-Alpes mais aussi et surtout dans quasiment tous les départements méditerranéens. Les candidats de l'UMP ou de l'Union de la droite affrontant ainsi par exemple des DVD dans deux tiers des cantons des Bouches-du-Rhône et dans la moitié de ceux du Vaucluse et des Alpes-Maritimes. Cette forte dispersion pourrait apparaître particulièrement dangereuse dans une zone où la poussée frontiste risque d'être très puissante mais le risque d'une non-qualification de la droite au second tour est à relativiser car la gauche est structurellement faible dans cette région et également divisée.

Départements où les « primaires » à droite entre UMP et DVD sont les plus fréquentes



Départements où les « primaires » à gauche entre PS et DVG sont les plus fréquentes



Les divers gauche font quant à eux peser leur pouvoir de nuisance de manière un peu plus fréquente (468 cas de primaire avec le PS contre 414 pour les DVD avec l'UMP) dans des départements répartis un peu partout sur le territoire. On voit ainsi apparaître certains départements où les radicaux de gauche sont historiquement implantés¹, notamment dans le Sud-Ouest (Lot, Midi-Pyrénées et Ariège) voire dirigent le Conseil Général (Puy-de-Dôme), les Bouches-du-Rhône en proie à la dissidence guériniste ainsi que toute une série d'autres départements ps/dvg. La plupart de ces derniers présentent la caractéristique commune de ne présenter aucun binôme estampillé Front de Gauche (Oise, Rhône ou Maine-et-Loire) ou quasiment aucun (Côtes-d'Armor, Drôme et Yonne). Cette situation qui peut résulter d'alliances réalisées par le Front de Gauche avec les Verts ou avec le PS a, par ricochet, incité à des candidatures divers gauche : soit des socialistes désavouant ces accords ou s'estimant lésés ont décidé de se présenter en dissidents soit des personnalités de gauche voyant qu'un espace se libérait ont décidé de tenter leur chance.

3- Un fort éclatement de l'offre politique à gauche

Mais le PS ne doit pas affronter que la seule concurrence de DVG, il est également confronté dans de très nombreux cantons au Front de Gauche (ou à une de ses composantes) et dans une moindre mesure à Europe Ecologie les Verts. D'après nos pointages, le PS se voit opposé au Front de Gauche et à EELV dans 232 cantons, au Front de Gauche seul dans 731 cantons et aux Verts seuls dans 85 cantons.

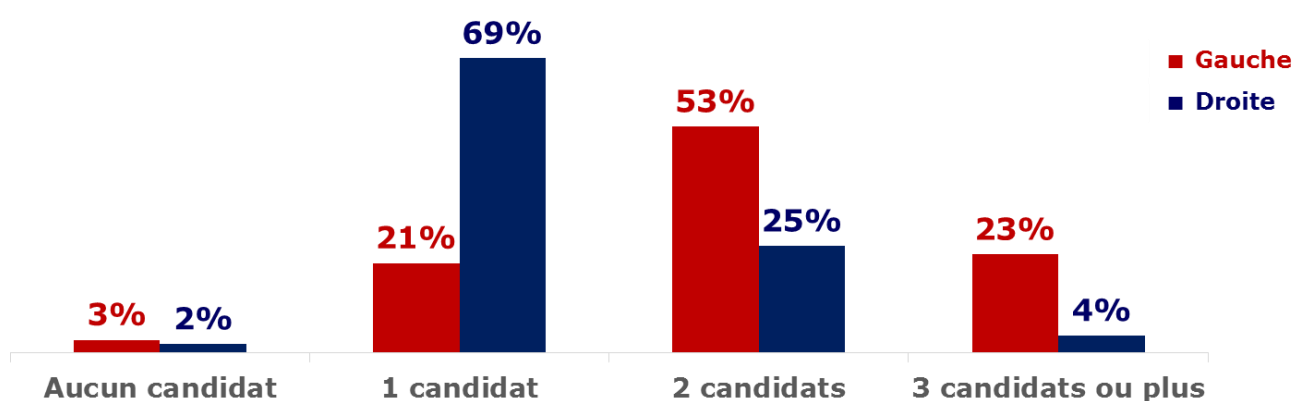
¹ On compte six binômes du Parti Radical de Gauche dans le Tarn-et-Garonne, fief de Jean-Michel Baylet, six également dans les Hautes-Pyrénées, et quatre dans chacun des bastions du radicalisme que sont la Haute-Corse, la Charente-Maritime et l'Aveyron.

La fréquence des différentes configurations à gauche

Configuration dans le canton	Nombre de cantons	Proportion sur l'ensemble des cantons	Proportion sur les cantons où le PS se présente
Présence du PS	1552	75%	100%
PS contre FdG sans EELV	731	37%	47%
PS contre FdG et contre EELV	232	12%	15%
ss-total : PS contre FdG	963	49%	62%
PS contre EELV sans FdG	85	4%	5%
PS contre EELV et contre FdG	232	12%	15%
ss-total : PS contre EELV	317	16%	20%
PS contre DVG/RDG	468	23%	30%

Au total, et alors que le parti de la rue de Solferino et le bloc UMP-UDI alignent à quelques unités près (1552 contre 1566) le même nombre de binômes, du fait du très fort éclatement de l'offre politique à gauche, le PS ne sera le seul représentant de la gauche que dans 12% des cantons alors que l'alliance UMP-UDI se retrouvera seule dans son camp au premier tour dans 54% des cantons. Ce graphique traduit la même idée : la gauche ne sera représentée par un seul binôme que dans seulement 21% des cantons alors que la droite sera dans ce cas dans 69% des cantons.

La répartition des cantons en fonction du nombre de candidats présentés par la gauche et par la droite et le centre



Note de lecture : la gauche est représentée par un seul binôme dans 21% des cantons et la droite est dans la même situation dans 69% des cas

Ce spectaculaire décalage dans l'éclatement de l'offre politique à droite et à gauche risque d'avoir de lourdes conséquences pour cette dernière. En effet, le sondage Ifop pour *Le Figaro* évalue actuellement l'abstention à 57%, ce qui place le seuil de qualification pour le second tour de 12,5% des inscrits à 29% des suffrages exprimés soit un niveau très difficilement atteignable pour un PS affrontant une concurrence dans

son propre camp. Et face à un FN porté par une puissante dynamique et une droite beaucoup plus compacte, la perspective de se classer premier ou second (autre possibilité de se qualifier) apparaît compromise dans de nombreux cantons.

Évaluée selon le nombre de binômes présentés, la concurrence la plus vive pour le PS est celle du Front de Gauche qui l'affrontera dans un canton sur deux. Soucieuse de préserver ses mairies et son réseau d'élus municipaux, la direction du PC avait largement joué le jeu de l'union à gauche dès le premier tour des municipales dans de nombreuses communes il y a un an seulement. Si cette décision tactique, qui avait fortement irrité Jean-Luc Mélenchon, avait pu être justifiée idéologiquement en mettant en avant les bilans et les projets municipaux des équipes de gauche, le paysage politique a beaucoup évolué en 12 mois. Avec l'arrivée de Manuel Valls à Matignon et d'Emmanuel Macron à Bercy, le virage social-libéral s'est encore nettement accentué à tel point que le prix idéologique pour justifier des candidatures communes devient beaucoup trop élevé pour le PC.

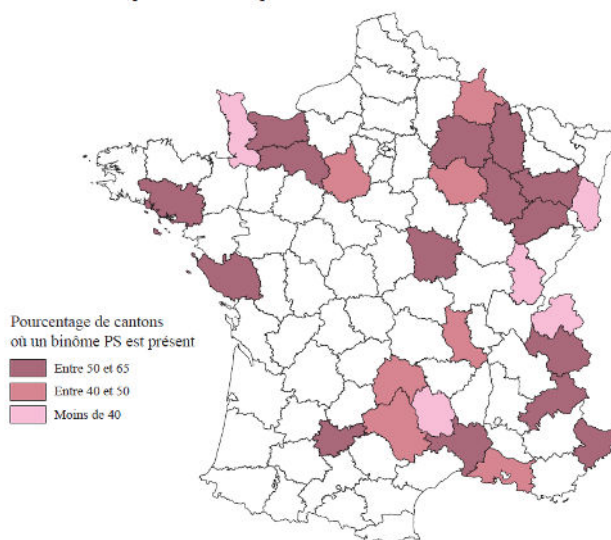
Dans ce contexte, on observe un nombre élevé de primaires FdG/PS en Ile-de-France et notamment dans le département de la Seine-Saint-Denis, longtemps dirigé par le PC, avec des duels dans 90% des cantons séquano-dionysiens. C'est le cas également dans d'autres bastions communistes : duels FdG/PS dans 74% des cantons de Seine-Maritime et dans 78% de ceux du Nord mais seulement 42% dans l'Allier, Conseil Général également présidé par un communiste. Mais cette combativité a été très fortement tempérée dans certains départements où la menace frontiste est réelle et où le Front de Gauche a conclu des alliances avec les autres formations de gauche. Ainsi, en vertu d'un accord avec EELV on ne compte aucun binôme estampillé Front de Gauche dans l'Oise (des membres du Front de Gauche sont présents dans certains binômes mais ces derniers ne sont pas siglés Front de Gauche). On n'en dénombrera de la même façon que dans 12% des cantons du Vaucluse, dans 22% de ceux de la Somme et dans 29% de ceux de l'Aisne. Mais en dépit de la pression frontiste s'exerçant également dans d'autres départements, le Front de Gauche a quand même voulu se compter en présentant par exemple des binômes dans 57% des cantons du Var, 59% de ceux des Alpes-Maritimes et dans 81% de ceux de Moselle.

On note enfin une présence très clairsemée du Front de Gauche dans des départements comme la Drôme ou l'Yonne (du fait d'une alliance avec EELV), dans les Côtes d'Armor (dans plusieurs cantons des tickets PS/PC ont été constitués) ou bien encore dans le Maine-et-Loire où le PC s'est allié à Nouvelle Donne.

4- Géographie des candidatures PS et UMP

A la lecture de la carte suivante, on constate que le taux de couverture des cantons par le PS varie sensiblement selon les régions, sans doute en partie en raison de l'existence ou non d'accords locaux avec des partenaires.

Les départements où la présence de candidats PS est faible



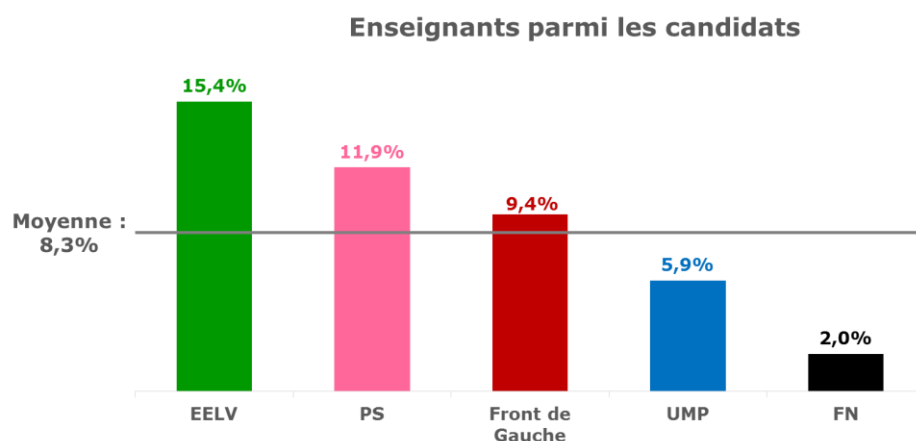
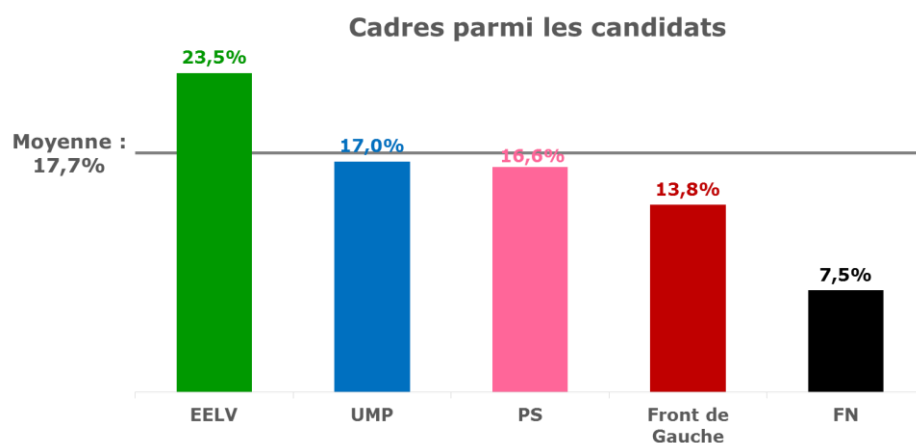
Mais il semblerait que, plus structurellement et compte-tenu du climat d'opinion national très défavorable à la gauche, les socialistes (anticipant une défaite ?) n'aient pas redoublé d'efforts dans toute une série de départements historiquement acquis à la droite. On voit en effet apparaître sur cette carte en filigrane et de manière imparfaite, les bastions traditionnels de la droite. Le PS n'aligne ainsi des binômes que dans moins de 40% des cantons de Lozère, Haute-Savoie, Haut-Rhin ou de la Manche. La présence socialiste est inférieure à 50% des cantons dans l'Aube, l'Eure-et-Loir, le Cantal ou bien encore l'Aveyron et à 65% en Vendée, Orne, Calvados, Marne, Haute-Marne, Meuse, Vosges, Savoie et Alpes-Maritimes.

L'UMP, quant à elle, couvre moins de 50% des cantons dans certains départements favorables à la gauche qu'il s'agisse de l'Ariège, du Tarn, du Gers, du Lot, de la Haute-Vienne et des Côtes d'Armor mais aussi dans différents territoires pourtant marqués à droite. C'est le cas dans le Cantal, l'Aveyron, la Lozère, la Manche ou bien encore à l'Est dans l'Aube, la Haute-Marne, les Vosges ou la Meuse, du fait de la présence de candidats divers droite, UDI ou union du centre alors même que bon nombre de ces Conseils Généraux sont dirigés par un président UMP.

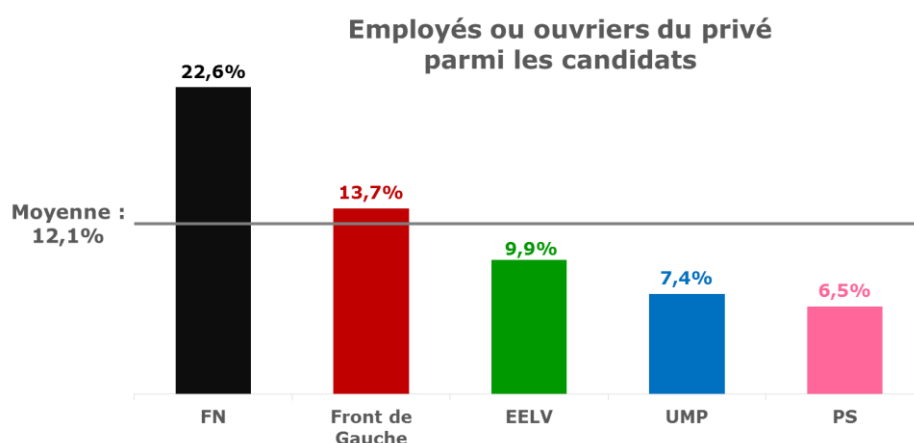
5- Une sur-représentation des milieux populaires parmi les candidats du FN

Le profil des différents candidats fournis par le Ministère de l'Intérieur comporte également des informations concernant la profession des membres des binômes enregistrés. Certes, certaines personnes n'ont pas rempli cette case mais les éléments disponibles sont assez complets et permettent de dresser un portrait sociologique des candidats des grandes formations.

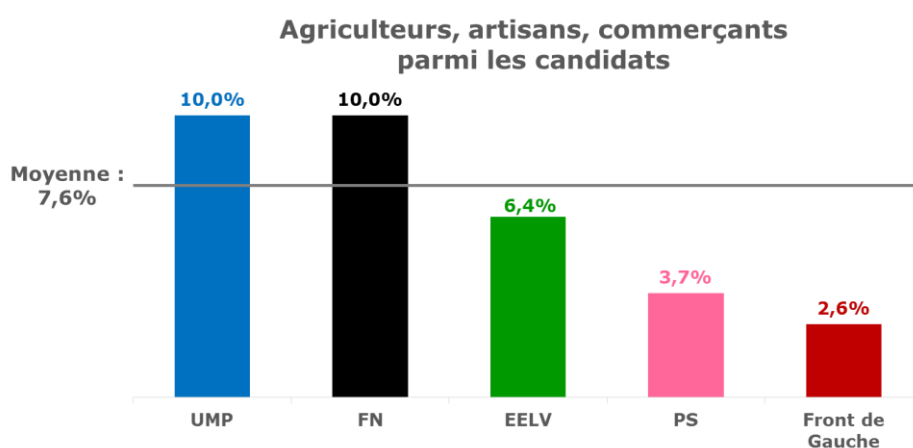
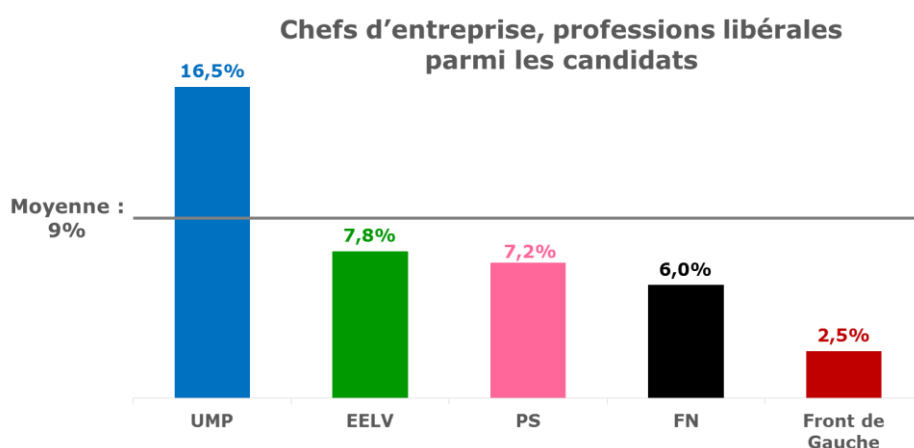
On constate tout d'abord une forte présence des cadres (du privé et du public), qui représentent 17,7% de l'ensemble des candidats, et des enseignants : 8,3%. Mais ces deux groupes sociaux sont inégalement représentés selon les familles politiques. Comme le montrent les graphiques suivants, cadres et enseignants sont proportionnellement les plus nombreux parmi les candidats écologistes. L'UMP se distingue par une légère sous-représentation des enseignants et PS, Front de Gauche et UMP comptent une proportion assez similaire de cadres dans leurs rangs.



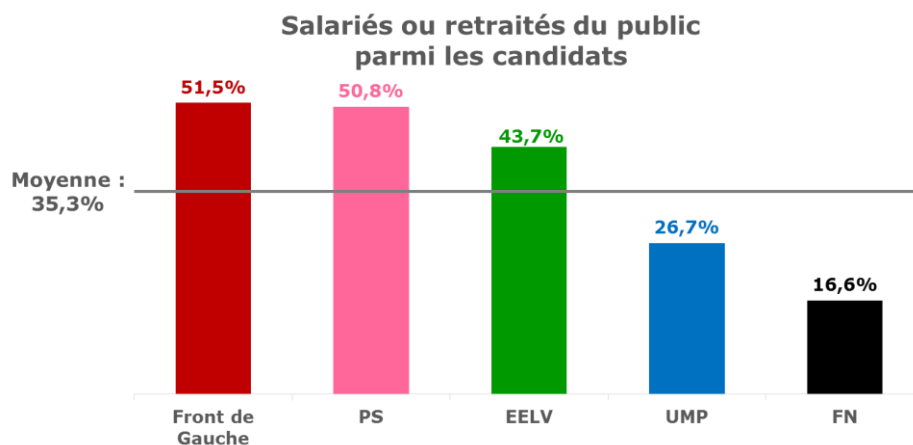
Concernant ces deux groupes, le FN se singularise nettement avec seulement 9,5% de cadres ou d'enseignants contre 26% en moyenne. Ce déficit en CSP+ est comblé par une très nette sur-représentation des ouvriers et employés du privé. 22,6% des candidats frontistes appartiennent à l'une de ces deux catégories soit 10 points de plus que la moyenne. Les importants efforts de recrutement de militants et de candidats fournis par le FN dans le cadre de cette campagne ont donc d'abord porté leurs fruits dans les milieux populaires. Ceci démontre une nouvelle fois l'ancrage de ce parti dans ces milieux (le FN y obtenant ses meilleurs résultats électoraux), ancrage faisant aujourd'hui défaut aux autres principales formations politiques (à l'exception du Front de Gauche). On notera que c'est au PS que la proportion d'employés et d'ouvriers du privé est la plus faible : 6,5%.



Cette proportion est identique à ce que pèsent les chefs d'entreprise et les professions libérales (7,2%) parmi les candidats du parti à la rose. Ce groupe social y est quasiment représenté à son poids moyen alors que les petits indépendants (agriculteurs, commerçants et artisans), eux, y sont sous-représentés. De façon plus marquée et de manière assez attendue, le Front de Gauche souffre d'un vrai déficit dans ces deux catégories alors que l'UMP semble avoir eu beaucoup moins de mal à y recruter (26,5% pour le total des deux groupes contre 16,6% en moyenne).



Ces deux catégories sont quasiment à leur poids moyen parmi les candidats frontistes mais on constate néanmoins un léger déséquilibre au profit des indépendants et aux détriments des chefs d'entreprises et professions libérales, ce qui vient encore renforcer la surreprésentation des CSP- et/ou des moins diplômés dans les troupes lepénistes. A ce clivage, vient s'en ajouter un autre, celui opposant privé et public. L'ensemble des salariés et des retraités de la fonction publique représente en effet un gros tiers (35,3%) de l'ensemble des candidats mais cette proportion y est nettement supérieure (plus de 50%) au Front de Gauche et au PS alors qu'elle n'atteint que 26,7% à l'UMP et seulement 16,6% au FN.



Sur la base de cette analyse du profil des candidats apparaissent de manière très appuyée les tropismes sociologiques de chaque famille politique : la gauche et la fonction publique, l'UMP et les CSP+ et le FN et les catégories populaires du privé. Ainsi la tripartition du paysage politique entre trois blocs : gauche, droite et FN renverrait également d'une certaine manière à une tripartition de l'espace social.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com

Sylvain Manternach – cartographie